

nants pour empêcher l'évolution d'un mouvement prolétarien, qui portent la responsabilité de l'apparition des attentats individuels. Ce contre quoi il faut agir, c'est contre cet ensemble de circonstances qui fécondent l'attentat, c'est contre la politique centriste qui a défiguré l'Etat ouvrier : ce n'est pas contre le « Centre de Leningrad » d'où est sorti Nicolaïef.

Nous ne partageons nullement l'opinion grossière que la Guépéou soit l'initiatrice de l'attentat. Tout comme pour l'incendie du Reichstag (1), nous considérons que ces épisodes sont le produit de situations où le mouvement prolétarien étant acculé dans des impasses sans issues, des individualités prolétariennes sont poussées à répondre, par des gestes de désespoir, à une situation qui ne peut être résolue que par une action des masses sur les fondements de la lutte des classes. Nous admettons donc que ce qui a inspiré Nicolaïef, ce n'est pas la provocation policière, mais son désespoir et l'incapacité où il se trouvait de donner une réponse à son désir d'arracher l'Etat ouvrier à une orientation qui conduit à sa perte la Révolution de 1917.

Quant au « Centre de Leningrad », nous pouvons facilement affirmer qu'il n'est pour rien dans l'attentat. Etant surveillé activement, ce « Centre » se serait trouvé dans l'impossibilité de porter à terme sa décision éventuelle contre Kirov. Mais

(1) Ernst, l'un des assassins nazistes qui a été tué dans la nuit du 30 juin, aurait écrit un document contre-signé par deux autres assassins, passés par les armes à la même date. Ce document est recalqué sur les conclusions du contre-procès de Paris et de Londres. Libre aux socialistes et aux centristes de trouver, dans les déclarations d'Ernst, la justification de leur position qui les conduisit à se joindre aux juges de Leipzig qui ont coupé la tête de Van der Lubbe. Nous affirmons, encore une fois, que le bouleversement de la situation en Allemagne ne pouvait dépendre de l'incendie du Reichstag et que si ce dernier pouvait faciliter les plans nazistes c'était justement dans la mesure où, au lieu de trouver le bloc du prolétariat international pour arracher au bourreau la tête de Van der Lubbe, il pouvait trouver le bloc des ouvriers de tous les pays mobilisés pour réduire la tragédie du prolétariat allemand en une compétition juridique.

l'existence même de ce « Centre » prouve l'angoissante situation que traverse l'Etat Soviétique. Nous ne connaissons ni ses positions politiques ni ses perspectives et il nous est donc impossible de préciser notre attitude à son égard. Mais tout laisse supposer qu'il s'agissait d'un foyer de réaction à la politique du centrisme. Les bourreaux centristes nous ont empêchés, pour le moment, de connaître les bases politiques sur lesquelles ce groupe s'était fondé. Fort probablement on y aurait retrouvé les spasmes politiques qui ont marqué toute l'histoire des différentes oppositions russes que les situations ont mises dans l'impossibilité de dénouer leur terrible tragédie et de trouver une issue marxiste au cours de décomposition de la révolution russe : il devait être interdit à ceux qui furent les artisans de la plus grande révolution que l'histoire ait connue de refreiner leur ardente volonté de redresser ce qui ne pouvait plus être redressé pour se borner à un travail de reconstruction des cadres des futurs P.C.

Mais ce n'est nullement parce que nos divergences sont profondes avec les différents groupes de l'opposition russe que nous applaudissons à l'œuvre de répression centriste. Tout en maintenant rigide notre lutte politique contre ces groupes, nous nous efforcerons de continuer notre œuvre de reconstruction des bases organisationnelles et politiques des partis que le centrisme a détruit et nous convions à cette œuvre les groupes issus de la dégénérescence des partis communistes. Sur l'attentat de Leningrad nous estimons qu'il faudra, à tout prix, éviter que s'échafaude une campagne de scandales qui permettrait aux assassins socialistes de joindre leur voix à la nôtre. Quant à l'attentat lui-même, nous pensons que la seule suite politique à donner et qui correspond à la gravité exceptionnelle des événements de Russie, consiste dans une action mûrement réfléchie pour comprendre la réalité de la situation historique que nous vivons, car de cette compréhension surgit aussi l'arme capable de diriger les luttes révolutionnaires de demain : la fraction de gauche, prémice historique du parti de la révolution mondiale qui solutionnera, dans la délivrance du prolétariat, les multiples contradictions dont est hérissée, dans tous les domaines, la terrible situation que nous vivons.

PHILIPPE.

Ce qu'il faut retenir de l'expérience sarroise

« A Sarrebruck, des mineurs refusent de prendre le travail si une quinzaine d'entre eux, émigrés allemands ou français, prennent place dans la benne ».

(Les journaux).

Les derniers événements viennent d'infliger aux partisans du statu quo un soufflet retentissant. Placés devant l'alternative de choisir entre l'Allemagne et la France, les ouvriers sarrois ont voté pour le fascisme hitlérien qui opposait la « patrie allemande » aux envahisseurs français, mettant la Sarre, depuis quinze ans, sous coupe réglée.

Toutes les clameurs socialistes et centristes pour la « liberté démocratique » n'ont été, en fin de compte, qu'un prélude aux vociférations de victoire que pousse aujourd'hui le capitalisme mondial, qui peut constater que « front de la liberté » ou « front du travail », en dernière analyse, ce qui triomphe, ce sont les intérêts de sa domination. Il fallait à tout prix empêcher les ouvriers sarrois de conserver une conscience de classe spécifique, en somme de s'opposer par trois « non » aux trois solutions du plébiscite et de manifester leur volonté de lutter pour le rassemblement des masses en vue de la révolution communiste. Ces Messieurs du « Front de la démagogie » y ont parfaitement réussi en préparant les conditions politiques pour l'étouffement des aspirations ouvrières, en divisant les prolétaires en partisans de l'Allemagne ou de la France démocratique. Ils ont semé la confusion, la trahison de classe : aux ouvriers de récolter le désespoir, la défaite honteuse, le martyre que leur réserve le fascisme ou que leur aurait réservé la démocratie de Flandin dans la guerre de demain.

Une fois acquis un vote favorable pour l'Allemagne, le plébiscite devait se terminer par une panique, un effondrement de tout ce qui subsiste du mouvement ouvrier en Sarre. En effet, le statu quo reposait non sur la lutte des classes, mais sur l'appui de la France. Dès que cette dernière comprit qu'elle devait solutionner momentanément le problème sarrois,

non par la guerre, mais faire sanctionner « généreusement » le vote par la S.D.N., le « Front de la liberté » ne pouvait que disparaître pendant que ses chefs, le pas-seport d'une main, l'autre sur le cœur, proclamaient leur volonté farouche de résister jusqu'au bout.

Le « front » de Braun et celui de Hitler devaient, de toute façon, aboutir au même résultat : anéantir le prolétariat et ses organisations de classe. Et, dès lors, si le prolétariat dans son ensemble se rangeait sous la bannière de l'un ou de l'autre, il était clair que le plébiscite était une manifestation où il s'agissait d'attribuer aux ouvriers une **opinion capitaliste française ou allemande.**

Les événements, avec une logique implacable, nous ont donné raison. Le plébiscite de la Sarre s'avère être une défaite plus sinistre, plus honteuse que ne le fut le 5 mars 1933 en Allemagne. C'est la défaite des aspirations historiques du prolétariat, c'est la défaite de l'idée de l'indépendance de la classe ouvrière, c'est la victoire du capitalisme démocratique et fasciste hissant le drapeau de la guerre dans chaque pays.

Les ouvriers qui ont suivi le statu quo vont maintenant payer le prix de la trahison de classe où les ont aculés les Max Braun et Fritz Pfordt. Pour eux, les frontières « démocratiques » seront probablement fermées. Flandin laissera les « indésirables » pour les prisons et les camps de concentration fascistes où ils pourront clamer leur haine contre les traîtres du statu quo et racheter leurs erreurs par des souffrances atroces.

En l'espace de 24 heures, le statu quo a été balayé, y compris les lambeaux de ses affiches électorales, avec l'approbation de masses d'ouvriers. Les ouvriers n'ont pas d'opinion propre : ils ont une opinion de classe qui résulte du croisement des événements avec les positions de leur parti. Autrement ils adoptent, avec ou sans enthousiasme, les opinions des classes adverses et sont même prêts à leur donner leur vie. On a cru qu'il suffisait de réaliser des formes d'organisation de lutte « unitaires » (abstraction faite de